

2° A défaut de l'accord mentionné au 1°, l'engagement écrit des dirigeants des personnes morales ou des personnes physiques participantes de faire application des dispositions des articles [L. 2361-2](#), [L. 2361-5](#), [L. 2362-9](#), [L. 2363-1](#), [L. 2363-3](#) à [L. 2363-11](#), [L. 2364-1](#).

## D. 2363-2

Décret n°2008-440 du 7 mai 2008 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les membres du comité de la société coopérative européenne sont :

1° Soit désignés selon les modalités définies aux articles [D. 2362-6](#) et suivants ;

2° Soit élus conformément aux dispositions de l'article [D. 2362-11](#) lorsque les conditions prévues à l'article [L. 2362-3](#) en ce qu'il renvoie à l'article [L. 2352-6](#) sont réunies.

## R. 2363-3

Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les contestations relatives à la désignation des représentants des salariés et à l'élection des membres du comité de la société coopérative européenne dont le siège se situe en France, ainsi qu'à la désignation des représentants des salariés des personnes participantes, des établissements ou filiales implantés en France, sont de la compétence du tribunal judiciaire soit du siège, selon le cas, de la société coopérative européenne, de la personne morale, de la filiale ou de l'établissement concerné, soit du domicile de la personne physique participant à la constitution de la société coopérative européenne.

Ces contestations sont formées, instruites et jugées selon les modalités prévues aux articles [R. 2324-24](#) et [R. 2324-25](#).

Le recours est formé dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la désignation à l'employeur.

### Sous-section 2 : Fonctionnement.

## R. 2363-4

Décret n°2008-439 du 7 mai 2008 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le secrétaire du comité de la société coopérative européenne est désigné parmi ses membres.

Le bureau est élu parmi ses membres.

## R. 2363-5

Décret n°2021-143 du 10 février 2021 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les éléments fournis, en application du quatrième alinéa de l'article [L. 229-3](#) du code de commerce, par les dirigeants de la société, la filiale ou l'établissement concernés par la fusion pour attester que les modalités relatives à l'implication des salariés ont été fixées conformément aux dispositions des articles [L. 2361-1](#) à [L. 2362-8](#), [L. 2362-10](#) à [L. 2363-6](#), [L. 2363-8](#) à [L. 2363-11](#) et [L. 2364-1](#), sont transmis à l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

## *Chapitre IV : Dispositions applicables postérieurement à l'immatriculation de la société coopérative européenne.*

## R. 2364-1

Décret n°2019-1419 du 20 décembre 2019 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le président du tribunal judiciaire du lieu du siège de la société coopérative européenne statue selon la procédure accélérée au fond sur toutes les contestations relatives à l'application de l'article [L. 2364-3](#) en ce qu'il renvoie à l'article [L. 2354-4](#).